Communistes pour une autre orientation du Parti Communiste Français !

-- Textes du 33eme congrès du PCF - Contributions --

Contributions

La transparence rend perenne la confiance.

Aline Pinault

communistes

vendredi 13 janvier 2006

0130/T/18-01-2006

Contribution personnelle sur le texte 4 de la Base commune "Stratégie"

La transparence rend perenne la confiance.

Nous avons besoin de transparence politique. En mettant toutes les questions en débat, les citoyens deviendront ainsi de véritables acteurs politiques.

Prenons partout la parole où c est possible, sans exclusive, pour expliquer nos propositions, nos actions, notre stratégie. Plus on se mettra en position d être des interlocuteurs incontournables, plus on permettra au mouvement social de se mettre en position de force pour faire reculer les prétentions de la droite et du MEDEF .

Cela ne peut se faire que si les Partis Politiques travaillent collectivement en associant les acteurs du mouvement social et les citoyens. Cependant c est aux Partis Politiques que revient la charge de mettre en œuvre les décisions prises collectivement.

Je suis pour le texte de la base commune concernant la partie "Stratégie". Je suis contre le rajout de fenêtres dans ce texte. Nous ne pouvons pas dire aujourd hui s il y aura une candidature communiste aux présidentielles, car nous n avons aucune idée de ce que la gauche va être capable de proposer, tout dépendra de l implication des citoyens de gauche dans la construction d un projet politique cohérent.

Personne ne peut prétendre appliquer un projet, qui n existe pas, et qui doit être le fruit d un travail collectif. C est seulement, à la fin et après des débats publics que le problème de la candidature se posera et peut-être à ce moment là une évidence apparaîtra.

Dans ce travail collectif nous devons tenir compte de la composition du gouvernement pour garantir la pérennisation du projet. A chaque grande question Il doit être préciser comment, avec quels financements, quelles personnalités, quelles équipes seront mises en place. Là encore après en avoir débattu, il y aura peut-être des évidences qui apparaîtront.

Décloisonnons l idée que le président de la République est le seul garant d une politique de gauche (il n y a pas de sauveur suprême). Faisons basculer le débat sur l efficacité gouvernementale et parlementaire sans cela point de salut.

Les comptes rendu, de la mise en chantier du projet, doivent être rendus public, au fur et à mesure des travaux. Seule la transparence politique doit permettre à chaque citoyen de se faire une opinion. C est la garantie de faire vivre enfin une démarche participative.

Ce que je souhaite :

Supprimer le chômage et la détresse qui l accompagne est la question majeure. Notre projet de "Sécurité Emploi Formation" et les mécanismes financiers qui l accompagne doit devenir notre cheval de bataille. La meilleure garantie pour sa mise en place c est que nous obtenions les

ministères des Finances et de l Emploi. Nous pouvons proposer la constitution d un conseil équilibrer au sein de ces ministères pour un travail plus efficace.

Chaque grande question doit être traitée dans sa globalité, car tout dépendra du potentiel financier et économique que l on dégagera pour impulser l Emploi et satisfaire la demande sociale. Il faut que notre volonté politique aille jusqu au bout de la démarche. Tout cela doit être débattu publiquement.

Dans cette logique, j aimerai que l on transforme les CCAS et les Organismes Sociaux en véritables Services Publics pour tous. Pour tous ceux qui à un moment donné de leur vie vivent des situations difficiles que ce soit d ordre social, familial, psychologie, juridique etc, puissent y trouver aide, soutien, et réconfort.

Il faut faire disparaître cette spécificité réservée aux seuls cas sociaux, de même il faut faire disparaître les Restos du Cœur, les Banques Alimentaires etc, et donner à tous les moyens de manger, de se loger et de vivre correctement en toute liberté. Rendons la dignité à tous et alors la citoyenneté de chacun s épanouira.

Attention de ne pas tomber dans une démarche programmatique en disant "si on accède au pouvoir on mettra le SMIG à 1500€". Par contre nous pouvons dire que le SMIG devrait être au minimum de 1500 € et que le Parti Communiste s engage à créer toutes les lois le permettant. Mais il faut rajouter que les acteurs du mouvement social, devront acquérir par leur lutte, en s appuyant sur les nouvelles lois, des niveaux de salaires décents.

Il ne faut rien cacher aux citoyens, les lois que nous ferons passer ne suffiront pas, le mouvement social devra continuer à se battre pour conquérir, et garder les nouveaux droits.

Aline Pinault, Section de Mirebeau, Fédération de la Vienne